

Le ministère des Institutions démocratiques



Représentant 310 000 membres plus de 20 secteurs de l'économie canadienne, Unifor est le plus grand syndicat du secteur privé. Unifor représente aussi des milliers de membres dans le secteur public. Unifor défend les droits économiques et sociaux des travailleuses et travailleurs canadiens, et milite en leur nom. Notre organisation s'appuie sur le principe que la citoyenneté démocratique devrait s'étendre en milieu de travail, et comprendre non seulement la dignité et la sécurité, mais aussi une part équitable de la prospérité canadienne.



Priorités d'Unifor

Unifor est une organisation démocratique. Plus de 3 000 déléguées et délégués élus ont débattu à notre congrès de fondation en 2013, voté et adopté de nouveaux statuts et politiques principales qui mettent l'accent sur notre mandat de participer activement au débat public et à l'importance de renforcer la démocratie au Canada :

Extraits des statuts établis au congrès de fondation d'Unifor

Article 2 - Déclaration de principes

« Notre objectif est le changement. Nous voulons réaffirmer la préséance de l'intérêt commun sur l'intérêt privé. Notre objectif est de transformer nos milieux de travail et notre monde. Notre vision est convaincante. Elle vise à changer fondamentalement l'économie, à obtenir l'égalité et la justice sociale, à restaurer et à renforcer notre démocratie et à façonner un avenir durable sur le plan environnemental. C'est la base du syndicalisme social, soit une culture syndicale progressiste et solide, et un engagement à travailler à des causes communes avec d'autres acteurs progressistes au Canada et sur la scène mondiale. »

Article 3 - Objectifs

- « Lutter pour obtenir de bons emplois dans nos communautés et dans l'ensemble de l'économie.
- Fournir du soutien aux personnes dans le besoin.
- Bâtir la présence de notre syndicat au sein de la communauté et encourager nos membres à participer à tous les aspects de la vie communautaire.
- Travailler à des causes communes avec d'autres groupes progressistes afin de promouvoir la justice sociale et la question de l'environnement sur le plan communautaire.
- Travailler à des campagnes syndicales avec d'autres affiliés des conseils du travail.
- Sauvegarder, protéger et étendre la liberté, les libertés civiles, la démocratie et le syndicalisme démocratique.
- Élargir nos actions politiques sur les plans municipal, provincial et fédéral, et organiser des campagnes thématiques.
- Résister à la mondialisation des entreprises et proposer des solutions de rechange aux politiques et aux accords commerciaux destructeurs d'emplois.
- Travailler à mettre fin à la guerre et lutter pour la paix mondiale. »

Document de vision du congrès de fondation

« Notre mission globale est de bâtir Unifor en tant que mouvement actif, efficace et universel pour les travailleuses et travailleurs : défendre les intérêts de nos membres, de toutes les travailleuses et tous les

travailleurs en milieu de travail et dans la société. Une partie importante de cette mission consistera à s'assurer que notre voix progressiste soit entendue haut et fort dans nos collectivités, et dans nos débats sociaux et politiques à tous les échelons de la société. »

Unifor, de concert avec l'ensemble du mouvement syndical, est un moteur de démocratie dans la société canadienne. Les membres décident démocratiquement de former ou non un syndicat, et ils élisent leurs représentants en milieu de travail, les membres des comités, les dirigeants des sections locales et les délégués aux congrès et aux instances de prises de décision. Les membres votent pour établir leurs priorités pendant le processus de négociation, ils votent pour retenir ou fournir leur travail, et ils votent aussi sur les modalités et conditions de leur emploi. Les déléguées et délégués élus aux instances de prises de décision débattent et votent sur des résolutions et des politiques, et élisent les dirigeants nationaux du syndicat. La démocratie est au cœur de la mission d'Unifor, et nous appuyons vigoureusement tous les efforts visant à renforcer la démocratie au sein de nos institutions publiques.

→ Questions spécifiques et recommandations

Loi sur l'intégrité des élections

Le précédent gouvernement a apporté des changements à la *Loi électorale du Canada* par son projet de loi audacieusement intitulé *Loi sur l'intégrité des élections* (projet de loi C-23), qui a été conçu pour rendre plus difficile le vote des étudiants, des peuples autochtones, des immigrants et d'autres personnes. Il a aussi affaibli les règles pour stopper la fraude électorale, comme les appels automatisés illégaux et d'autres tactiques visant à contenir les votes, et il a affaibli l'autorité du directeur général des élections au Canada. Unifor recommande ce qui suit :

- Respecter rapidement l'engagement de votre gouvernement à abroger tous les éléments de la *Loi sur l'intégrité des élections* qui ont compliqué la possibilité de voter, affaibli les protections légales et l'autorité du directeur général des élections au Canada.

La réforme électorale

Le Canada est confronté à un déficit démocratique alors que trop peu de gens vont voter ou participent aux affaires publiques et aux débats. Ce déficit a été exacerbé par les mesures antidémocratiques du gouvernement précédent, aggravé par notre système électoral uninominal majoritaire à un tour qui accorde un pouvoir disproportionné au parlement. L'engagement du nouveau gouvernement libéral d'entreprendre une réforme électorale est un développement très positif qui nécessitera une attention soutenue et une consultation. Notre syndicat participe à des discussions rigoureuses, un examen et une consultation parmi ses propres membres et dirigeants sur ces questions déterminantes. Unifor recommande ce qui suit :

- Le comité parlementaire spécial sur la réforme électorale doit inclure dans son mandat la plus large consultation possible auprès des Canadiennes et Canadiens, y compris de leurs organisations démocratiques comme le mouvement syndical, et accorder la priorité à une éducation publique vaste et non-partisane sur les options et les réformes potentielles.

Préparé par : Service de recherche d'Unifor

Pour obtenir de plus amples renseignements, communiquez avec :
Service de la mobilisation des membres et
de l'action politique d'Unifor

politicalaction@unifor.org

416-718-8493

1-800-268-5763 poste 8493

Unifor.org

